

région compte parmi les plus pauvres du monde. Le revenu moyen par habitant y est très faible, sauf au Sénégal.

La stratégie adoptée lors de la réunion comporte également un programme d'action, pour la période 1978-1982.

L'objectif principal de la stratégie est l'autosuffisance alimentaire pour le Sahel. Des précisions sur le sujet ont été données lors d'une Conférence de presse, tenue par M. Boulama Manga, ministre du Développement rural du Niger et coordonnateur du CILSS, et par M. Jean-Pierre Goyer, ministre des Approvisionnements et des Services du Canada, qui ont présidé conjointement les séances de travail du Club.

La stratégie prévoit notamment un programme de développement, dit de première génération (pour la période 1978-1982), et dont le coût s'élève à environ trois milliards de dollars. Le rapport final adopté par la Conférence affirme que "ce programme constitue un pas décisif dans la mise en oeuvre de la stratégie, et qu'il devra guider les bailleurs de fonds pour le choix des projets à financer pendant les prochaines années.

Au cours de la réunion, de nombreux pays et organismes donateurs ont annoncé leur intention d'augmenter leurs contributions financières. En 1976, les engagements d'aide publique souscrits en faveur de la région sahélienne se sont élevés à environ 850 millions de dollars, soit presque le double de l'aide financière engagée en 1973.

L'objectif premier de la stratégie à long terme est de permettre aux États membres du CILSS d'atteindre, quels que soient les aléas climatiques, l'autosuffisance alimentaire susceptible de conduire à un développement économique et social autonome. Le programme de première génération vise surtout à développer les ressources en eau, protéger les cultures, lutter (par le reboisement) contre la désertification, améliorer la productivité de la pêche, de l'élevage et de l'agriculture, renforcer les programmes de formation et de recherche dans la région.

Fondé avec le concours de pays donateurs membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Club du Sahel s'est fixé pour but de soutenir les efforts du CILSS et d'autres organismes internationaux, et de contribuer à mobiliser les ressources nécessaires au développement du Sahel.



Le programme Sahel de l'ACDI

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a lancé un "programme Sahel" en 1974-1975. Assorti d'une enveloppe globale pour 1975-1980 fixée à 230 millions de dollars; il s'agit du programme canadien de coopération le plus important et de l'entreprise la plus complexe dans le domaine de nos relations internationales. Avec cette enveloppe budgétaire, le Canada se classe parmi les principales sources d'aide dans l'ensemble de la région.

Pour administrer un programme de cette envergure, l'Agence a mis en place une direction spéciale dans ses quartiers généraux à Ottawa, en Haute-Volta, au Mali et au Niger.

A l'intérieur du programme Sahel quatre volets concrétisent la participation canadienne aux efforts de la communauté internationale: le programme redressement du Sahel (80 millions \$), aide alimentaire au Sahel (60 millions \$), programme Niger et Sénégal (60 millions \$), et Panafstel, réseau panafricain de télécommunications (30 millions \$).

Visite du ministre Goyer en Afrique francophone

Le ministre des Approvisionnements et Services, M. Jean-Pierre Goyer a effectué une tournée en Afrique francophone du 6 au 16 juin. Il y a visité le Sénégal, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie.

M. Goyer a eu des entretiens sur les rapports bilatéraux et multilatéraux du Canada avec ces pays, aussi bien dans le domaine politique que dans les domaines de la coopération et du commerce. Il a profité de son passage à Nouakchott pour faire le point sur la deuxième réunion ministérielle du Club des Amis du Sahel, qui s'est tenue à Ottawa du 30 mai au 1er juin, avec le président en exercice du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel.

M. Goyer était accompagné lors de cette tournée par des représentants du ministère des Affaires extérieures, de l'Agence canadienne de développement international et du ministère de l'Industrie et du Commerce.